

Conseil de gouvernement
jeudi 15 novembre 2012

Adoption d'un projet de décret instituant une rémunération pour service rendu par le ministère des Habous

Le conseil de gouvernement, réuni jeudi, a adopté le projet de décret N 2-12-415 instituant une rémunération pour service rendu par le ministère des Habous et des affaires islamiques (Institut Royal pour la recherche sur l'histoire du Maroc).

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi a souligné que l'Institut Royal pour la recherche sur l'histoire du Maroc (IRRHM) a été créé en application du Dahir 1-06-222, promulgué le 22 novembre 2006, dans l'objectif de développer les mécanismes de recherche, de diffuser la connaissance historique et de faire connaître l'histoire du Royaume.

Présentant ce projet de décret, le ministre des Habous et des affaires islamiques, Ahmed Taoufiq a indiqué que l'Institut a pour missions de promouvoir les études relatives à l'histoire du Maroc, de consolider les archives et le fonds documentaire dans ce domaine et de publier les textes et ouvrages relatifs à l'histoire du pays et à son patrimoine civilisationnel.

Le projet vise à conférer à l'institut Royal pour la recherche sur l'histoire du Maroc la possibilité de commercialiser ses publications et d'en assurer la promotion nécessaire en mettant en place une rémunération pour le service de vente et en fixant une tarification de prestation sur une décision conjointe du ministre des Habous et des affaires islamiques et du ministre de l'Economie et des finances, a précisé M. Khalfi, ajoutant que le texte propose la perception des recettes générées au titre de ce service au profit de la trésorerie du Royaume.

Liberté de la presse: les acquis constitutionnels doivent se traduire sur les plans législatif et de l'exercice de la profession

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi a mis en évidence jeudi à Rabat les acquis de la nouvelle Constitution en termes de liberté de la presse, soulignant la nécessité de traduire ces acquis sur les plans législatif et de l'exercice de la profession.

Cet objectif ne saurait être concrétisé sans un travail collectif pour promouvoir la pratique journalistique et consolider les principes de la liberté et de la responsabilité, a déclaré le ministre à la presse peu avant la tenue du Conseil de gouvernement.

Selon M. Khalfi, une commission se penche sur l'examen de projets de loi relatifs à la presse afin de mettre au point un code moderne de la presse et de l'édition.

Il a d'autre part indiqué que le ministère privilégie l'action participative pour le lancement du projet du Conseil national de la presse et l'amélioration des conditions sociales et professionnelles des journalistes.

(MAP)